

“La Tunisie se sent assez seule dans son parcours démocratique”

Tunisie L'Union européenne peut faire davantage, estime le chef de la diplomatie tunisienne.

Entretien Vincent Braun

Avec lui, la Tunisie a retrouvé une voix sur la scène internationale. Khemaies Jhinaoui, 63 ans et quarante ans de diplomatie au compteur, a embrassé la carrière politique au lendemain de la révolution de 2011. D'abord comme secrétaire d'Etat puis comme ministre des Affaires étrangères, depuis janvier 2016. Il était ce vendredi à Bruxelles pour participer à la quinzième session du conseil d'association annuel entre son pays et l'Union européenne. Début juin, la Tunisie pourrait être élue en tant que membre non permanent du conseil de sécurité de l'Onu.

Avec quel message venez-vous en Europe alors que la Tunisie connaît une grave crise politique et sociale ?

Nous souhaitons que l'Union européenne continue à investir dans la jeune démocratie tunisienne pour parachever la réussite de sa transition politique et pour l'aider à faire face aux divers défis à caractère social, économique, et sécuritaire. Car le succès de la Tunisie va profiter non seulement aux Tunisiens mais à toute la région euro-méditerranéenne.

D'après vous, de quels maux souffre la Tunisie aujourd'hui ?

Quand les jeunes Tunisiens se sont révoltés en 2011 contre l'ancien régime, ils avaient deux aspirations. Ils voulaient plus de liberté et plus de dignité. En huit ans, la liberté a été totalement consacrée en Tunisie, presque à l'excès : nous avons quelque 216 partis politiques, des dizaines d'organes de presse. L'un des défis

consiste d'ailleurs à encadrer cette liberté pour qu'elle soit un instrument de renforcement de la démocratie. Concernant la dignité, nous ne sommes pas en mesure de répondre aux demandes d'opportunités et surtout d'emplois de quelque 300 000 jeunes diplômés universitaires chaque année. Le plus grand défi est de les convaincre que la démocratie est le meilleur système pour améliorer leur vie quotidienne. Mais à cause de plusieurs facteurs, l'économie n'a pas encore repris, malgré des signes favorables au niveau de la croissance, des investissements et du tourisme.

Que faudrait-il pour y parvenir ?

Nous pensons que nos amis européens

peuvent faire plus aux niveaux bilatéral et multilatéral. La Tunisie se sent assez seule dans la conduite de sa jeune expérience démocratique. L'aide européenne pourrait être plus importante compte tenu de l'enjeu de notre transition. Je ne parle pas seulement d'argent, mais aussi d'investissement et d'accompagnement. Il y a un accompagnement des réformes politiques au niveau des instances de bonne gouvernance mais nous cherchons un accès beaucoup plus aisé aux agences européennes de recherche. Par exemple, nous souhaitons une meilleure mobilité des jeunes Tunisiens qui aspirent soit à rejoindre des universités européennes soit à explorer des possibilités d'emplois dans l'es-

pace européen. Cette possibilité de faire des stages en Europe, qui est initiée avec certains pays comme la Suisse, la Suède et la Belgique, nous voulons l'étendre au niveau européen.

L'alliance des deux grands partis concurrents explique-t-elle en partie l'échec du gouvernement à relever les défis du pays ?

Je ne pense pas que les difficultés politiques et sociales actuelles puissent être imputées seulement à l'entente entre

Nidaa Tounes et Ennahda. Nous sommes au début d'une expérience. Nidaa Tounes est un parti conglomerat : il a pu rassembler plusieurs tendances politiques et remporter les élections parce qu'il représentait la grande majorité de la société tunisienne. Son rival (islamiste, Ndlr), Ennahda, était un parti structuré et ancien. Les résultats des élections de 2014 faisaient que, pour avoir une majorité et gouverner le pays, ces deux partis devaient se mettre d'accord. Il fallait créer toutes les conditions pour renforcer le processus démocratique et, dans le système institutionnel mis en place en 2014, on a pensé que la meilleure façon d'y parvenir était de continuer de gouverner par consensus et d'impliquer le maximum de représentants de la vie politique dans le gouvernement. Aujourd'hui, le paysage politique s'est fragmenté. Nidaa Tounes, entre autres, s'est scindé et n'est plus aussi fédérateur qu'en 2014.

Il y a une crise de la démocratie, avec une fragmentation des électors.

Oui. La démocratie représentative, qui a permis de gouverner la plupart des démocraties dans le monde depuis 1945, est contestée par une frange importante de la société. L'émergence de cette nouvelle tendance, observable partout dans le monde, est liée au développement des réseaux sociaux et aussi à la contestation, au refus systématique de tout ce qui incarne l'autorité ou le système. Et cette tendance nous pose problème en tant que jeune démocratie.

“Les Algériens donnent une leçon au monde entier”

En Algérie, un puissant mouvement de contestation s'exprime dans les rues depuis trois mois. Quel regard portez-vous sur cette crise ?

Les Algériens manifestent de manière pacifique et la plus civilisée qui soit. Et ils obtiennent satisfaction, c'est fantastique. Les Algériens sont en train de donner une leçon au monde entier. En tant que frères des Algériens, nous souhaitons qu'ils retrouvent leur stabilité et résolvent leurs problèmes en gardant cette ambiance très positive. Nous sommes convaincus que l'Algérie a suffisamment de maturité et de moyens pour résoudre cette crise. Il y a un programme constitutionnel pour assurer une transition et nous restons attentifs à son évolution.

En Tunisie, la transition a duré des années et elle est sortie des guides constitutionnels. Pensez-vous qu'il faille, comme l'exige le peuple algérien, sortir de ce cadre incarné jusqu'ici par l'armée et qui prévoit une présidentielle dans un mois et demi, le 4 juillet ?

Il appartient aux Algériens de décider du rythme qu'ils veulent imprimer à cette transition. Un processus a été enclenché et nous souhaitons que cela se fasse dans le calme.

La situation chez votre autre grand voisin, la Libye, vous inquiète-t-elle ?

Ce qui se passe en Libye est grave puisque nous assistons au développement d'une guerre civile sur la longueur pas loin de nos frontières entre deux parties pas si antagonistes que cela. La Libye est un pays vaste, riche, avec une popula-

tion très homogène, très soudée. Mais depuis 2011, il n'y a plus d'État, plus de gouvernement central. Et ce qui favorise la crise en Libye, c'est l'absence d'un intérêt réel, central, de la communauté internationale à aider les Libyens. Ce sont aussi les interférences de forces étrangères dans les affaires de ce pays: c'est plutôt une confrontation par procuration qui se déroule.

Il n'y a pas de solution militaire à cette crise, la seule solution est politique. La Tunisie est le seul voisin qui a laissé sa frontière ouverte avec la Libye, soit quelque 500 kilomètres. Et nous faisons tout pour convaincre les Libyens de se remettre à la table des négociations sous la conduite des Nations unies, seule autorité capable de mener à un règlement fiable et respecté par les différentes factions. Mais la communauté internationale doit parler d'une seule voix, or elle est très divisée.

Vous condamnez donc l'attaque du général Haftar sur Tripoli, comme l'a condamnée l'Onu...

Nous sommes en contact avec toutes les factions libyennes, sans exception, et nous souhaitons garder ces contacts pour être le recours de tous les Libyens quand ils seront prêts à reprendre des négociations. Nous condamnons vivement les hostilités militaires, quels qu'en soient les auteurs. Notre intérêt est d'aider les Libyens à sortir le plus rapidement possible de cette crise car cela affecte notre sécurité et notre économie. Si, demain, la Libye est stabilisée, la menace terroriste diminue et l'économie tunisienne peut se redéployer sur le marché libyen.